



Situation générale de la DINA

Il n'y a plus de présentiel au bureaux de Guéret et Mont-de-Marsan.

Le DI a posé la question aux bureaux de Niort et Limoges.

Le chef de service du bureau d'Agen souhaite poursuivre le présentiel selon les termes du Plan de Continuité d'Activité mis à jour au 18 mars.

Les CVC sont en télétravail.

Pour le reste des services CO, cf. le PCA.

Quelques agents ont des signes médicaux et consultent leur médecin.

S'agissant de l'agent du CODT qui a des signes grippaux, il n'a pas été en contact avec ses collègues.

Il n'y a pas d'agents en quatorzaine.

En réponse à la question posée sur 2 agents qui seraient en quatorzaine à Oloron, le DI répond qu'il n'en a pas connaissance. Et il rappelle les mesures prises (cf. le PCA) et indique qu'il n'y a plus de tests COVID-19 disponibles.

Situation de la Surveillance

Le dispositif est légèrement modifié.

Le DI persiste à conserver des contrôles LCF, en précisant que l'enjeu est la grande fraude (les Parquets sont sur de la grande fraude).

Alors on ne contrôle plus les bus, ni les trains.

On poursuit le contrôle des hits LAPI.

On contrôle les camions, en faisant attention à ne pas gêner les flux.

Changement : le masque doit être porté pour contrôler la cabine, car c'est un espace confiné (le DI rappelle les cas d'utilisation).

Bien sûr, on utilise les gants.

A la remarque faite que l'on demande autant aux petites unités qu'aux grandes, le DI répond que c'est faux, que l'on adapte le rythme à l'effectif.

Son PCA est très bien, les unités y adhèrent (s'il est fier de lui, tant mieux).

Donc oui, on contrôle les camions, parce qu'ils sont utilisés par les organisations de fraude (ouah ! On n'aurait pas deviné que les camions pouvaient être utilisés pour transporter les marchandises de fraude...).

Il va y avoir de la contrebande de masques, en plus des stupés et des cigarettes.

S'agissant des PPF, que penser des vols qui continuent ? A Mérignac, arrivées d'Amsterdam, Londres, Bruxelles, Cologne, Porto, Lisbonne, Charleroi, Paris CDG.

Le DI ne peut rien faire de ce côté là.

Il précise qu'il faut garder les distances. Les contrôles sont allégés.

Nous sommes d'avis qu'il faut fermer les PPF. Il est inadmissible que les liaisons continuent, alors même que le chef de l'État décide le confinement de la population.

Petit accrochage quand Solidaraires désapprouve la poursuite de la LCF. Faire déplacer les agents, les mettre en contact avec les usagers, augmente les risques pour eux, pour leurs familles, pour autrui. L'heure n'est plus à l'affichage ! (ça, ça ne lui plaît pas...).

Nous demandons au DI pourquoi il y a 2 agents en présentiel au SGR de Poitiers (la cheffe + 1) alors qu'il n'y a que le chef SGR en présentiel dans les directions de Bayonne et Bordeaux. Pour nous, c'est prendre des risques supplémentaires.

Le DI répond que c'est une demande du DR de Poitiers, mais il va refaire le point avec lui.

Sur la question des contrôles LCF, le DI répond qu'il n'est pas dans l'affichage (t'as raison...). Il revient sur la limitation du présentiel, sur la préconisation des transports personnels (voiture, moto, vélo, trottinette).

Il est fier de la BSI de Poitiers qui a saisi des masques qui ont été remis au CHU de Poitiers (en fait, apparemment pour l'instant le CHU n'en veut pas sans avoir la garantie de leur provenance).

A la question des masques périmés, le DI répond qu'il ne fait pas la distinction de savoir si le masque est périmé ou pas. Lorsque Solidaires l'interpelle sur la péremption et les avis des spécialistes qui parlent de perte d'efficacité (cf. l'INRS), le DI répond que ce n'est pas l'avis du médecin de prévention. Qu'il y a des professionnels qui en ce moment parlent sur beaucoup de choses.

Nous lui faisons alors remarquer que l'avis de l'INRS est peut-être plus fiable dans le domaine des masques de protection que l'avis du médecin de prévention, qui n'est pas spécialiste en la matière.

Le DI rejoint l'avis d'une OS qui souhaite poursuivre le contrôle du fret express. Parce que le fret express est porteur de fraude (là aussi on n'aurait pas deviné...). Encore une fois, pour nous, c'est faire prendre bien des risques pour quelque chose de non prioritaire.

Le DI propose de faire un bilan sur le fonctionnement global des services CO, VITI et SU. Si besoin, le présentiel sera allégé.

Et puis le DI nous explique qu'il a contacté un fabricant et a fait venir sur Bordeaux 10 tonnes de gel hydro-alcoolique pour les pharmaciens, les EHPAD, les services de santé. Il en a rendu compte au Préfet.

Il a acheté 160 litres de gel pour les services des 3 DR et 180 litres pour la DI Occitanie.

Il a reçu des gants.

Des lingettes peuvent être achetées avec les cartes achat.

Pour équilibrer la dotation de masques au sein de la DINA, des masques de la DR de Poitiers ont été envoyés sur Bordeaux. Mais à terme, il souhaite que chaque unité dispose de 500 masques.

Prochaine conférence téléphonique : mercredi 25 mars à 13h30.